

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies qui nous permettent de vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. En savoir plus. ✕

L'Opinion Accès abonné de *Franck Boizard*

La fabrique de L'Opinion

Dépenses : la France face à ses mythes et à son système

Jean-Pierre Petit : « Il faut un changement de logiciel : baisser la fiscalité du travail et du capital productif et privilégier le risque contre la rente »

Publié le mardi 06 mai à 10h14

Par [Contributeurs](#).



Ce n'est pas la première fois qu'on évoque en France la nécessaire maîtrise des dépenses publiques. Il y a même eu des périodes depuis 40 ans où le ratio dépenses publiques/PIB a légèrement reculé (entre 1986 et 1989, 1997 et 2001, 2006 et 2007), à la faveur d'un environnement international très favorable. Mais, encore une fois, la tendance longue et bien celle d'une hausse forte du ratio : 40 % en 1974, 45 % en 1980, 51 % en 1983, 54 % en 1993, 57 % aujourd'hui. Chaque crise ou changement politique fort a fait monter le ratio qui a eu ensuite toutes les peines du monde à diminuer, voire à se stabiliser.

A la base de cette dérive, il y a d'abord le keynésianisme « simplet » et ancien des politiques français. Il y a ensuite la hausse des dépenses liées au vieillissement qui, par choix implicite ou explicite, a pris ici une forme plus publique que privée. Il y a aussi de façon plus générale l'envolée de rentes de toutes sortes, sanctuarisées une fois accordées. Il y a enfin le millefeuille institutionnel.

Le joli conte de fées du gouvernement

Comme toujours, les hypothèses retenues par le gouvernement pour son programme de stabilité sont un joli conte de fées. Ainsi en va-t-il des hypothèses de croissance réelle de 2,25 % en 2016-2017 (après 1,75 % en 2015). On rappellera que la France n'a atteint de tels chiffres de croissance (supérieurs à 2 %) pour la dernière fois qu'en 2006-2007, au sommet de la bulle immobilière américaine, lorsque l'économie mondiale croissait de 5 % l'an. On se demande comment elle pourrait bénéficier d'une telle performance alors même que sa croissance potentielle a encore diminué sous l'effet de la double crise récente (la crise de 2007-2009 et la crise de la dette souveraine européenne), que les ajustements budgétaires structurels vont demeurer puissants et qu'elle ne disposera toujours pas d'une politique monétaire et de change autonome. Et ce d'autant que l'économie française est et restera évidemment dépendante du cycle mondial.

C'est d'autant plus un conte de fées que la présentation en est en partie trompeuse. Les dépenses publiques continuent bien à progresser en volume de 0,1 % l'an jusqu'en 2017. Et tout cela pour arriver, si toutes les hypothèses sont miraculeusement remplies, à un ratio dépenses publiques/PIB en 2017 de... 53,5 %. Rappelons que ce ratio se situe en 2013 à 44,5 % en Allemagne, à 42 % en moyenne dans l'OCDE. Il faudrait des économies de dépenses de 175 milliards d'euros (et non pas 50) pour parvenir au niveau moyen de la zone euro en 2017.

A des années-lumière de la méthodologie suédoise

Au-delà des chiffres, il n'y a aucune méthode crédible d'économies de dépenses qui n'ait été réfléchi ni discutée. On en reste à une approche comptable qui consiste à trouver des milliards d'euros ici ou là en fonction de la résistance réelle ou supposée des différents lobbies et/ou forces politiques. Il n'y a

aucune recherche d'évaluation, encore moins d'expérimentation et de pilotage de l'efficacité de la dépense publique. Pourtant, dans de nombreux domaines où le poids de la dépense publique est supérieur à ce que l'on observe dans les pays comparables (santé, logement, éducation...), les résultats sont médiocres.

Nous sommes aussi à des années-lumière de la méthodologie suédoise des années 1990 qui avait permis, grâce à une méthode réfléchie et à plusieurs outils (externalisation des missions de service public, privatisations, système actuariel par points pour le régime de retraites par répartition, système par capitalisation, alignement des fonctionnaires sur les règles de droit commun...) de ramener dans la durée le ratio dépenses publiques/PIB de près de 70 % au début des années 1990 à 52 % en 2008.

La question des dépenses de personnel est significative. Celles-ci représentent en France 23 % des dépenses publiques (17 % en Allemagne). La technique de gel des indices de salaires ou de non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 ou 3 partant à la retraite constitue ainsi une illustration d'une approche comptable. Elle ne correspond à aucune optimalité du point de vue de l'efficacité des dépenses. C'est un pis-aller. Il ne s'agit ni de sanctuariser ni d'appauvrir la fonction publique en figeant les situations.

Une stratégie plus efficace consisterait à revoir les règles de recrutement, de rémunération, d'avancement et de mobilité des agents publics. Bref, il doit s'agir de généraliser la contractualisation, de renouveler le management et d'abandonner les règles statutaires et autres multiples rigidités liées aux corps de fonctionnaires.

Un pseudo-dialogue entre pseudo-partenaires

Au-delà des questions de méthode, la stratégie affichée de maîtrise des dépenses publiques se heurte à plusieurs illusions fondamentales. C'est d'abord une illusion de croire à la réussite d'une stratégie consensuelle en France. La crédibilité et réussite d'une baisse des dépenses supposent au contraire d'accepter la confrontation avec les forces hostiles au changement, qui monopolisent souvent la parole publique dans ce domaine. La peur de l'affrontement est le principal catalyseur de l'immobilisme. Ainsi, l'organisation d'un pseudo-dialogue entre pseudo-partenaires pour sauvegarder au final un pseudo-modèle social est grotesque.

C'est encore une illusion de penser que de telles évolutions puissent se faire de façon très graduelle. Seule une thérapie de choc est de nature à surmonter l'inertie bureaucratique et les résistances de tous ordres, à insuffler de la crédibilité à tous les acteurs-clé.

C'est aussi une illusion de croire qu'une telle stratégie puisse s'inscrire sans réformes de structures plus radicales... La baisse des dépenses publiques n'est pas une fin en soi mais un élément, parmi d'autres, de la réforme structurelle qui vise à augmenter la compétitivité et la productivité. La renaissance d'une offre compétitive va bien au-delà de l'allègement du coût du travail de quelques dizaines de milliards d'euros afin de rendre les choses un peu plus comparables avec nos voisins. La baisse des charges sociales des entreprises ne doit pas constituer un substitut à une vraie flexibilité du marché du travail qui permettrait ainsi de lier les salaires réels aux conditions économiques fondamentales. Ces allègements de charges ne doivent pas non plus occulter une réforme résolue de la protection sociale. Sinon on en reste à créer de nouvelles niches fiscales, peu efficaces et soutenables. Il faut donc un changement de logiciel : baisser la fiscalité du travail et du capital productif et privilégier le risque économique contre la rente ainsi que la concurrence contre la connivence. Des pressions récessives à court terme

C'est une illusion de croire à la réussite d'une stratégie qui ne débouche pas sur le court terme sur des pressions récessives. La réalité est que la France est une économie majoritairement socialiste et que le démantèlement d'un tel maquis de rentes aboutit à la liquidation plus ou moins progressive de structures de production et de dépenses excessives ou inefficaces, au moins à court terme. Il est évident qu'une remise en cause de certaines prestations sociales aurait toutes les chances de déboucher à horizon court sur une baisse de la consommation.

Il est difficile de croire qu'elle puisse se faire sans accompagnement monétaire. Soyons réalistes. La supportabilité sociale et politique d'un tel ajustement structurel appelle cet accompagnement. Les stratégies de consolidation budgétaire réussies l'ont été avec le soutien des banques centrales (Suède, Canada). La France est d'ores et déjà menacée aujourd'hui et dans les années futures par une déflation

rampante, c'est-à-dire une croissance nominale très faible, voire nulle, alors même qu'elle a le ratio dette totale (publique et privée)/PIB le plus élevé de son histoire en temps de paix. A cela s'ajoute un déficit de compétitivité-prix qui constitue une autre contrainte ; or, l'élasticité-prix des exportations françaises reste élevée en raison d'un niveau de gamme trop faible. La France ne pourra faire ses réformes dans un environnement déflationniste (euro fort et difficultés à ajuster le salaire horaire réel). Qu'on le veuille ou non, cela nécessitera, comme pour les pays d'Europe du Sud, un changement plus radical d'approche de la BCE.

La dynamique du déclin est encore devant nous

Pour toutes ces raisons, il est illusoire de penser qu'une telle stratégie puisse se faire sans débat démocratique transparent. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun débat, aucune pédagogie politique sur l'inflation des dépenses publiques, sauf à travers les publications de la Cour des comptes, qui n'est pas une instance élue. D'aucuns prétendront qu'il est impossible, voire suicidaire, d'un point de vue politique, de se lancer dans une telle opération-vérité ; dans une économie de rentes, les victimes des réformes s'identifient facilement et immédiatement, alors que les vertus de celles-ci sont diffuses et difficiles à expliquer. Sans doute faudra-t-il encore beaucoup de temps et de pressions pour parvenir à une démarche plus salutaire. C'est dire si la dynamique du déclin est encore devant nous.

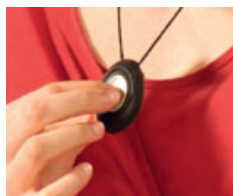
Bref, la France fait face à des murs : sa dette, ses engagements européens, sa démographie, ses mythes et son système politico-administratif. Cela fait tout de même beaucoup pour envisager une réelle inflexion à la baisse des dépenses publiques.

Il n'y a donc pas matière à un retournement des « croyances » dominantes et des pratiques en France. « Gouverner, c'est dépenser » demeurera l'une des marques essentielles du système politique et social français et continuera d'alimenter la longue décadence de notre pays.



Un iPhone pour 16€ ?

Des clients français obtiennent 90% de réduction grâce à une astuce extraordinaire



Pensez à la Téléalarme

Quels sont les 7 avantages de la téléassistance pour les personnes âgées ou isolées ?



100€ offerts par Fortuneo

Fortuneo Vie élue Trophée d'Or 2014 de l'assurance vie par Le Revenu. J'en profite !



Promotions Mobilier

Shopping sans limites sur La Redoute : jusqu'à -60% sur le mobilier + Livraison offerte* !

Publicité  Ligatus

Je signe le Pacte